

## ***Compte-Rendu du Conseil Municipal du 27 mai 2008***

**Nombre d'élus : 23**

**En fonctions : 23**

**Présents : 22**

**Sous la présidence de M. STRAUB, Maire**

**Etaient présents:** Mmes GAUGIN - PALUCCI - MAHIEU - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS Adjoints.

Mmes ANTOINE – CUSUMANO – FLORI – HERZHAUSER – PATRICOLA – DILLER.

M. BRABLE - CORTINA – KAUFFER – QUINIO – PERRET – TISON - VINCENT - LORANG OMINETTI  
Conseillers

**Absente excusée:** Mme ANDRE → procuration à M. DHIOS

**Date d'envoi de la convocation : 22 mai 2008**

*Secrétaire de séance : Madame FLORI*

### **Ordre du Jour**

1. Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 15 avril 2008
2. CAF - Convention d'objectifs et de financement
3. CAF - Avenant au contrat Enfance Jeunesse (Ban Saint Martin)
4. Animations Estivales - Tarifs 2008 - Recrutement des animateurs.
5. Urbanisme – Institution du permis de démolir et soumission des travaux de clôture à déclaration préalable.
6. Rétrocession VRD - rue de la Passerine – square Goupil/Parc de l'Archyre
7. Éclairage public – Maîtrise de la consommation d'énergie
8. Entretien du chauffage de l'église Saint Remi – Décision à intervenir
9. Balayage de la voirie communale – Actualisation des coûts
10. Location de terrains communaux
11. Commission Communale des Impôts directs
12. Convention Festival Musiques sur les Côtes
13. Demandes de subventions
14. Jury Criminel 2009 – Tirage au sort
15. Droit de préemption urbain
16. Divers

### 1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL 15 AVRIL 2008

Aucune remarque n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 15 avril 2008 est approuvé.

### 2) CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES – CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

**Rapporteur : Madame ANTOINE**

Madame ANTOINE donne connaissance au Conseil de la convention d'objectifs et de financement à signer par la Commune afin de pouvoir bénéficier de la participation financière de la CAF.

Elle précise qu'une convention avait déjà été signée en 2004 mais que la CAF a souhaité faire une remise à jour et une réactualisation des termes. Cette nouvelle convention est effective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 et annule et remplace l'ancien contrat. Elle est valable pour 1 an et renouvelable par tacite reconduction au maximum 2 fois.

Le montant de la prestation de service ordinaire 2008 (réévalué chaque année) est de :

① 0,44 € (0,42 € en 2007) par heure et par enfant si le prix de l'heure est  $\geq$  à 1,45 € dans la limite maximum de 3,47 €/jour

② 30 % du prix de revient horaire si celui-ci est  $<$  à 1,45 €

La Commune est concernée par le cas de figure n°2.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **approuve** la convention d'objectifs et de financement de la CAF 2008
- **autorise** le Maire à signer ladite convention.

Adopté à l'unanimité.

### 3) CAF – AVENANT AU CONTRAT ENFANCE JEUNESSE

**Rapporteur : Madame GAUGIN**

Mme GAUGIN rappelle à l'Assemblée que la commune a signé avec la CAF et les communes de Longeville et Ban Saint Martin une convention conclue pour 4 ans qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Ce contrat d'objectifs et de cofinancement contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans.

La Commune de Ban Saint Martin était concernée par cette convention uniquement pour le Relais Assistantes Maternelles. Depuis septembre 2007, cette Commune propose des actions telles que l'accueil périscolaire, les mercredis éducatifs, le CLSH etc. Cet avenant intègre donc au contrat Enfance Jeunesse ces nouvelles actions. Il est conclu du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2009.

Les communes étant liées par le contrat initial, il convient pour chacune d'elles de signer l'avenant dont les changements ne concernent que la Commune de Ban Saint Martin.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à signer l'avenant susvisé.

Adopté à l'unanimité.

#### 4A) ANIMATIONS ESTIVALES – TARIFS 2008

**Rapporteur : Mme GAUGIN**

Les animations estivales sont prévues cette année du 16 juillet au 08 août soit 19 jours. De nombreuses activités seront proposées aux enfants et des personnes extérieures (moniteurs sportifs...) viendront épauler l'équipe d'animateurs et proposer des activités plus spécifiques comme les arts martiaux, le rugby, la boxe, le skate etc. Ces activités ne seront pas facturées en supplément aux familles.

Toutefois, les activités telles que la piscine, la patinoire ou le cinéma seront facturées à prix coûtant ainsi que le bus pour s'y rendre.

1 ticket de bus : 0,53 € (5.30€ la carte de 10 trajets)  
 1 entrée patinoire : 4 €  
 1 entrée piscine : 1.80 €  
 1 entrée cinéma : 4.10 €

Un camping sera organisé (4 jours et 3 nuits - du 28 juillet au 31 juillet) pour les grands (14 – 16 ans) pour un effectif maximum de 24 enfants et au minimum de 20 enfants et 2 animateurs Si le seuil n'est pas atteint les enfants de 13 - 14 ans pourront venir compléter le groupe.

##### **Tarifs pour 4 jours et 3 nuits**

- 90 € pour les enfants de SCY-CHAZELLES
- 135 € pour les enfants extérieurs.

Il est à noter que la plage horaire des animations estivales a été étendue cette année. Elle passe à 18 h au lieu de 16 h 30 les années précédentes.

Au vu de ce qui précède, il est proposé à l'Assemblée une réactualisation des tarifs et plus précisément un alignement de ceux-ci sur les tarifs pratiqués lors des CLSH.

Cela augmentera les tarifs de l'an passé mais il est à noter que les tarifs du CLSH sont faits pour une amplitude horaire allant jusqu'à 17 h 30 alors qu'aux animations estivales ce sera 18 h. Pour cette année, cette demi-heure supplémentaire ne sera pas comptabilisée afin de ne pas trop augmenter les tarifs.

	<b>Enfants habitant ou scolarisés à Scy-Chazelles</b>	<b>Enfants extérieurs à la Commune</b>
<b>Sans repas</b> 8 h 30 – 12 h 13 h 30 – 18 h	7.50 € par jour soit 37.50 € pour une semaine de 5 jours	11.25€ par jour soit 56,25 € la semaine de 5 jours
<b>Avec repas</b> 8 h 30 – 18 h	13.50€ par jour soit 67.50 € la semaine de 5 jours	20.20€ par jour soit 101 € la semaine de 5 jours

Les inscriptions se font à la journée ou demi-journée pour les plus petits, soit tous les matins, soit tous les après-midi. Toutefois, la facturation s'effectuera à la semaine (toute semaine commencée est due). Pour les enfants inscrits à la demi-journée, le prix de la semaine sera divisé par 2.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**donne son accord** sur les tarifs des animations estivales tels que proposés.

Adopté à l'unanimité.

#### 4B) ANIMATIONS ESTIVALES – RECRUTEMENT DES ANIMATEURS

**Rapporteur : Mme GAUGIN**

Mme GAUGIN rappelle que depuis 2004, les animateurs sont recrutés sous contrat occasionnel et rémunérés au SMIC. (en 2003, ils étaient rémunérés au forfait 17 € la demi-journée).

Après renseignements auprès de la Fédération des Œuvres Laïques, il est apparu que l'embauche sous un contrat de type Contrat d'Engagement Educatif (CEE) serait plus appropriée. En effet, le CEE qui est intégré au Code du Travail peut être conclu entre une personne physique (animateur, assistant sanitaire, surveillant de baignade, adjoint, économe, directeur) et un organisateur d'accueils collectifs de mineurs. Cet organisateur peut être une personne physique ou morale : association, municipalité, communauté de communes etc.

Ce contrat permet à ceux qui en bénéficient de participer occasionnellement à des fonctions d'animation ou de direction d'un accueil collectif de mineurs à caractère éducatif à l'occasion de vacances scolaires, de congés professionnels ou de loisirs. Le titulaire du contrat ne peut travailler plus de 80 jours sur une période de 12 mois consécutifs.

Il est nécessaire de fixer une rémunération forfaitaire à définir en sachant toutefois que la rémunération journalière ne peut être inférieure à 2.20 x le SMIC horaire soit 18,99€ (SMIC = 8,63 € au 1<sup>er</sup> mai 2008).

Les horaires des animateurs sous contrat seront de 9 h à 17 h soit 8 h/j et le vendredi de 9 h à 20 h (réunion de fin de semaine).

Il est proposé à l'Assemblée ce qui suit sachant que dans la pratique les animateurs sont rémunérés 30 € par jour.

#### **Animateur BAFA**

50 € brut/j réunion du vendredi soir comprise  
Indemnité de camping extérieur : 25 € brut par jour  
Indemnité de nuitée dans les locaux : 15 € brut/j  
Indemnité pour la journée de préparation : 50€  
Indemnité diplôme de secourisme : 3 € brut/j

#### **Stagiaire BAFA**

40€ brut /j réunion du vendredi comprise  
Indemnité de nuitée dans les locaux : 15 € brut/j  
Indemnité pour la journée de préparation : 40 €  
Indemnité diplôme de secourisme : 3 € brut/j

#### **Sans diplôme**

30€ brut/j réunion du vendredi comprise  
Indemnité de nuitée dans les locaux : 15 € brut/j  
Indemnité pour la journée de préparation : 30 €  
Indemnité diplôme de secourisme : 3 € brut/j

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**approuve** les rémunérations des animateurs recrutés pour les Animations estivales 2008 telles que proposées.

Adopté à l'unanimité.

### **5) URBANISME – INSTITUTION DU PERMIS DE DEMOLIR ET SOUMISSION DES TRAVAUX DE CLOTURE A DECLARATION PREALABLE**

#### **Rapporteur: Monsieur BRABLÉ**

M. BRABLÉ rappelle au Conseil que l'ordonnance n° 2 005-1527 du 8 décembre 2005 a modifié le régime des permis de construire et des autorisations d'urbanisme. Le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 est intervenu pour l'application de cette ordonnance.

Cette réforme de l'urbanisme est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2007 et a pour but de clarifier le droit de l'urbanisme en réduisant le nombre des autorisations et en précisant leur champ d'application ainsi que de simplifier les procédures et d'améliorer la sécurité juridique pour les Collectivités et les citoyens.

### 1. **Institution du permis de démolir.**

Les démolitions de constructions existantes doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolir lorsque la construction relève d'une protection particulière définie par décret en Conseil d'Etat ou est située dans une commune ou partie d'une commune où le Conseil Municipal a décidé d'instaurer le permis de démolir (article L.421-3 du Code de l'Urbanisme).

M. BRABLÉ propose donc à l'Assemblée de soumettre à autorisation les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction afin de conserver l'unité des règles d'urbanisme applicables sur l'ensemble de la Commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** d'instituer le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal.

Adopté à l'unanimité.

### 2. **Soumission des travaux de clôture à déclaration préalable.**

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2007, le dépôt d'une déclaration préalable à l'édification d'une clôture n'est plus systématiquement requis. Le Conseil Municipal peut décider de soumettre ces travaux à déclaration sur son territoire en application de l'article R.421-12 du Code de l'Urbanisme.

Considérant l'intérêt d'éviter la multiplication de projets non conformes au POS et le développement éventuel de contentieux, M. BRABLÉ propose de soumettre l'édification des clôtures à une procédure de déclaration préalable.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de soumettre l'édification de clôture à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire.

Adopté à l'unanimité.

## **6) RETROCESSION VRD – RUE DE LA PASSERINE –SQUARE GOUPIL/PARC DE L'ARCHYRE**

**Rapporteur : Monsieur le Maire.**

Monsieur le Maire rappelle les faits :

Les voiries et réseaux du quartier de la Passerine devraient être repris par la Commune conformément au protocole signé par la Commune, GNC HOLDING et la SCI SCHUMAN, le 29 mars 2007 (ci-joint) et simultanément à la rétrocession à la Commune par GNC du parc de l'Archyre à l'euro symbolique.

Bien que les voiries soient toujours privées, Monsieur le Maire précise que la Commune assure quand même le balayage, la collecte des ordures ménagères et la prise en charge de l'éclairage public. L'entretien des espaces verts n'est pas de notre ressort.

Afin de pouvoir signer les actes, nous sommes dans l'attente de la numérotation des parcelles de voiries à rétrocéder faite par le géomètre.

Toutefois, le notaire choisi par GNC Maître ROTH a transmis dans l'attente un projet d'acte afin de confirmer les termes de celui-ci. M. NICOLAS (GNC) a demandé au notaire que soit spécifiée une servitude réelle et perpétuelle de non aedificandi au titre de laquelle le propriétaire s'interdit et interdit à tous ses ayant droits d'y édifier toutes constructions et ouvrages à la seule exception du bassin de rétention qui sera implanté dans le périmètre du « parc de l'Archyre ».

Afin de garantir la pérennité de cette situation, M. NICOLAS demande, outre la constitution de cette servitude, à ce qu'il soit précisé que la Commune ou tous ayant droits dans le futur soient redevables vis-à-vis de la SCI SCHUMAN ou, en cas de dissolution de son actionnaire principal, la SA GNC HOLDING ou de tous ayant droits, une indemnité fixée à un montant actuel de 2 millions d'euros indexé sur l'évolution de l'indice trimestriel en cas de non respect de ladite servitude ou d'infraction dûment constatée.

Il invite le Conseil à se prononcer sur l'acte de cession proposé par Maître ROTH.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

⇒ **autorise** le Maire à signer l'acte avec la servitude de non aedificandi mais refuse la clause relative au versement d'une indemnité et cela quel qu'en soit le montant.

⇒ **demande** à Monsieur le Maire de confier la rédaction de l'acte à un notaire choisi par la Commune conjointement à Maître ROTH.

⇒ **demande** à ce qu'une réunion conjointe entre les 2 notaires, la Commune, notre avocat et M. NICOLAS soit organisée si la SA GNC HOLDING refuse de supprimer cette clause.

Adopté à l'unanimité.

## **7) ECLAIRAGE PUBLIC – MAÎTRISE DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

La Commune a évoqué avec l'UEM une étude diagnostic de l'éclairage public en vue d'optimiser les consommations d'énergie sur la Commune. En date du 5 mai 2008, l'UEM a transmis son offre pour la réalisation d'une étude détaillée de maîtrise de la consommation d'énergie sur le réseau d'éclairage public de la Commune.

Il est à noter que l'UEM subventionne partiellement les travaux qui seront préconisés par cette étude dans le cadre de sa politique de gestion des économies d'énergie.

Monsieur NICOLAY donne lecture des prestations comprises dans cette étude, à savoir :

- ☞ La mesure électrique sur les différents circuits (puissances, intensités, tensions...)
- ☞ Le relevé photométrique de l'éclairement réel des installations d'éclairage public.
  - Vue d'ensemble cartographique du niveau d'éclairement des voies
  - Appréciation du niveau et de l'uniformité de l'éclairage
  - Identification des zones sous éclairées et sur éclairées.
- ☞ Étude de faisabilité technique des différentes solutions et préconisation de matériels.
- ☞ Estimation du montant des investissements à réaliser.
- ☞ Étude technico-économique (économies prévisibles sur les frais d'exploitation, subventions éventuelles, temps de retour de l'opération...).

Le montant total de cette étude est de 3 348,80 € TTC.

Après débat et vu le coût élevé de cette étude, le Conseil Municipal décide de reporter la décision à un conseil ultérieur.

## **8) ENTRETIEN DU CHAUFFAGE DE L'EGLISE SAINT REMI – DECISION A INTERVENIR**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Le Conseil de Fabrique a sollicité la Commune afin que celle-ci prenne en charge l'entretien des appareils de chauffage de l'église Saint Remi comme cela se pratique dans certaines autres communes.

La société SOLOREC qui a en charge depuis l'an passé l'entretien de l'ensemble des appareils de chauffage des bâtiments communaux a été contactée afin d'inclure cette prestation au contrat de base. Le devis s'élève à 478,40 € TTC

M. NICOLAY propose au Conseil de se prononcer sur l'acceptation de cette offre.

M. le Maire précise que le débat porte uniquement sur l'entretien et non sur une future prise en charge par la Commune du remplacement de la chaudière ou du paiement de grosses réparations.

M. DHIOS insiste sur le fait qu'il s'agit d'une question de sécurité car l'appareil de chauffage est très vétuste et que de nombreux accidents sont déjà arrivés dans d'autres églises les années précédentes

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré, par 11 voix contre  
8 voix pour  
3 abstentions

**décide** de ne pas prendre en charge l'entretien du chauffage de l'église Saint Remi.

## 9) BALAYAGE DE LA VOIRIE COMMUNALE – ACTUALISATION DES COUTS

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle au Conseil que la Commune a passé, le 10 mars 2005 un contrat pour le balayage des rues de la Commune avec la société SERVILOC LORRAINE d'Argancy.

Le balayage s'effectue 2 fois par mois au tarif 2007 de 20,80 € HT. le km balayé pour une distance totale de 23 802,70 ml.

Le coût horaire des prestations pour travaux spécifiques est de 71,35 € HT. L'entreprise souhaite réactualiser des tarifs comme suit :

- Prix du km balayé : 21,84 € HT.
- Prestations horaires spécifiques : 73,49 € HT.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

⇒ **accepte** cette réactualisation à compter du 1<sup>er</sup> mars 2008.

⇒ **autorise** le Maire à signer l'avenant à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

## 10) LOCATION DE TERRAINS COMMUNAUX

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe le Conseil de la demande de Monsieur Frédéric HUMBERT domicilié au Ban Saint Martin de louer le terrain communal sis section 5, n° 57 de 18 ares 78 ca, route de Lessy anciennement loué par M. ARMBRUSTER.

Il propose au Conseil de bien vouloir se prononcer sur une revalorisation des tarifs de location qui n'ont pas été revus depuis 1999. Il précise qu'actuellement, la Commune loue 4 terrains au prix annuel de 7,61 € l'are.

- Section 1, n°45 de 3 ares 60 à M. GRETHEN depuis 1993.
- Section 5, n°57 de 18 ares 78 à M. ARMBRUSTER de 1999 à 2007.
- Section 1 n°106 de 5 ares 45 à M. KIMMEL depuis 1999.
- Section 1, n°231 de 4 a 90 à M. SESTITO depuis 1997.

Le terrain situé section 1, n°310 de 1a16 est loué à M. PIQUET depuis fin 2001 au prix de 20 € annuel soit 17,24 € l'are.

Monsieur le Maire propose que le prix de l'are loué soit porté à 20 € annuel.

M. BRABLE précise que la Commune se doit de consulter France Domaines à ce sujet afin d'avoir une évaluation sur les prix de location des terrains.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **autorise** le Maire à louer l'ensemble des terrains communaux au prix de 20 €/annuel l'are.
- **décide** de louer le terrain situé section 5, n° 57 d'une contenance de 18 a 78 à Monsieur Frédéric HUMBERT.
- **demande** à ce que le service France Domaines soit consulté à ce sujet.

Adopté à l'unanimité.

## 11) COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS

### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle que l'article 1650 du Code Général des Impôts institue dans chaque commune une Commission communale des impôts directs présidée par le Maire ou par l'Adjoint délégué.

Son rôle est de dresser avec le représentant de l'Administration la liste des locaux de référence et des locaux types retenus pour déterminer la valeur locative des biens imposables à la taxe foncière sur les propriétés bâties et à la taxe d'habitation et établit les tarifs d'évaluation correspondants. Elle participe également à la détermination des tarifs d'évaluation des propriétés non bâties.

Dans les communes de plus de 2000 habitants, la Commission est composée de 8 commissaires titulaires et 8 commissaires suppléants.

Les commissaires doivent être de nationalité française, être âgés de 25 ans au moins, jouir de leurs droits civils, être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la Commission.

Un Commissaire doit être domicilié en dehors de la Commune.

Les Commissaires ainsi que leurs suppléants, en nombre égal, sont désignés par le Directeur des services fiscaux sur une liste de contribuables, en nombre double, remplissant les conditions sus énoncées, dressée par le Conseil Municipal.

La désignation des commissaires et de leurs suppléants est effectuée de manière que les personnes respectivement imposées à la taxe foncière, à la taxe professionnelle et à la taxe d'habitation soient équitablement représentées.

La durée du mandat des membres de la Commission communale des impôts est la même que celle du mandat du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal propose les personnes suivantes pour la composition de la Commission soit 16 titulaires et 16 suppléants :

### **Commissaires Titulaires**

M. Jean Marie NICOLAY	29 rue de la Prairie	SCY-CHAZELLES
M. Emile OMINETTI	34 rue des Buissons	SCY-CHAZELLES
M. Jean Luc TISON	51 Voie de la Liberté	SCY-CHAZELLES
M. Richard PERRET	23 rue Alfred Pichon	SCY-CHAZELLES
Mme Régine PALUCCI	46 Voie de la Liberté	SCY-CHAZELLES
M. Gilbert KAUFFER	3 impasse des Vergers	SCY-CHAZELLES
M. Frédéric NAVROT	22 rue de la Passerine	SCY-CHAZELLES
Mme Charlotte GAUGIN	13 rue du Stade	SCY-CHAZELLES
M. Philippe LORANG	12 Clos des Charmilles	SCY-CHAZELLES
M. Bernard DHIOS	5 rue de la Prairie	SCY-CHAZELLES
Mme Suzanne FLORI	1 rue des Bons Enfants	SCY-CHAZELLES
Mme GODARD Jacqueline	7 rue du Baoeton	SCY-CHAZELLES
M. SERIER François	13 route de Lessy	SCY-CHAZELLES
Mme HANESSE Marie Josée	37 rue des Buissons	SCY-CHAZELLES
M. FLORI André	1 rue des Bons Enfants	SCY-CHAZELLES



M. ENGELS-DEUTSCH Marc 44 rue Robert Schuman

Longeville lès Metz

**Commissaires suppléants**

Mme Roselyne ANDRE	2 rue En Prille	SCY-CHAZELLES
M. Thierry CORTINA	122 Voie de la Liberté	SCY-CHAZELLES
M. Jean BRABLE	5D rue de la Cheneau	SCY-CHAZELLES
M. Yvon QUINIO	1 Clair Soleil	SCY-CHAZELLES
Mme Anne Marie DILLER	6 rue Saint Nicolas	SCY-CHAZELLES
Mme Martine HERZHAUSER	12 Voie de la Liberté	SCY-CHAZELLES
M. Marc VINCENT	25 rue Jeanne d'Arc	SCY-CHAZELLES
Mme Chantal PATRICOLA	29 rue des Buissons	SCY-CHAZELLES
Mme Danièle MAHIEU	35 rue des Buissons	SCY-CHAZELLES
Mme Nathalie CUSUMANO	3 impasse du Baoëton	SCY-CHAZELLES
Mme Christine ANTOINE	5A rue de la Cheneau	SCY-CHAZELLES
M. GODARD Guy	7 rue du Baoëton	SCY-CHAZELLES
M. DUPUY Albert	31 rue de la Cheneau	SCY-CHAZELLES
Mme ANTONIADIS Dominique	9 rue En Prille	SCY-CHAZELLES
Mme EMO Rosine	13 rue de l'Esplanade	SCY-CHAZELLES

M. FRITZ Denis 8 impasse de la Ramusse

Chatel St Germain

Adopté à l'unanimité.

**12) CONVENTION FESTIVAL MUSIQUES SUR LES COTES****Rapporteur : Madame MAHIEU**

Mme MAHIEU donne connaissance au Conseil du projet de convention 2008 pour la 8<sup>ème</sup> édition du festival « Musiques sur les Côtes » qui aura pour thème « Parfums d'Italie ».

Les concerts auront lieu :

- Le jeudi 9 octobre à 20 h 30 à l'église St Clément de Lorry lès Metz
- Le vendredi 10 octobre à 20 h 30 à l'église St Remi de Scy-Chazelles
- Le samedi 11 octobre à 20 h 30 à l'église Ste Brigide de Plappeville
- Le dimanche 12 octobre à 17 h 30 à l'église St Gorgon de Lessy.

Le prix du billet d'entrée est de 8 €. - Le prix du pass pour les 4 concerts est de 20 €.

En cas de déficit, celui-ci sera réparti à parts égales en les 4 communes. (L'an passé et pour la première fois une somme de 250 € par commune a été demandée). En cas de résultat positif, celui-ci sera reporté sur l'année suivante.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **approuve** la convention à intervenir entre les communes de Lessy, Lorry lès Metz, Plappeville et Scy-Chazelles.
- **autorise** le Maire à signer les documents afférents à cette manifestation.
- **accepte** de payer sa quote-part (250 €) du déficit 2007.

Adopté à l'unanimité.

**13A) DEMANDES DE SUBVENTIONS****Rapporteur : Mesdames MAHIEU et GAUGIN****1. Ateliers Musicaux de Scy-Chazelles**

Mme MAHIEU informe le Conseil que l'École de Musique sollicite pour l'année 2007/2008 une subvention de 1 500 € compte tenu des frais de fonctionnement à venir, de la présentation d'instruments à l'école primaire ainsi que de l'achat d'un piano supplémentaire d'occasion.

M. NICOLAY précise que la Commune met à disposition gratuitement les salles pour l'école de musique.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**octroie** une subvention de 1 000 € aux Ateliers Musicaux de Scy-Chazelles.

Adopté à l'unanimité.

## **2. Association Lorraine en stage musical**

il s'agit de l'Académie Internationale de Musique qui organisera, comme l'an passé, des concerts gratuits sur Scy-Chazelles (3 concerts) et sur Moulins lès Metz ;

Monsieur le Maire et M. NICOLAY précisent que les concerts organisés l'an passé étaient d'une très grande qualité et que cela participe à la notoriété de la Commune et à son dynamisme.

La subvention demandée est de 2 000 € qui serviront essentiellement à louer des instruments (pianos à queue de qualité).

M. NICOLAY précise également que la Commune, comme l'an passé, mettra à disposition les locaux nécessaires ainsi que le personnel communal.

Une subvention identique a été demandée à Moulins Lès Metz.

Monsieur le Maire propose que soit versée une subvention de 1 200 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de verser la somme de 1 000 € à l'association « Lorraine en stage musical ».

Adopté par 22 voix – (le Maire a voté pour une subvention de 1 200 €.)

## **13B): DEMANDES DE SUBVENTIONS**

### **Rapporteur : Mesdames MAHIEU et GAUGIN**

Mme GAUGIN fait état des demandes de subventions arrivées en Mairie. Elle communique les demandes d'associations extérieures à la Commune pour information car la Commune a décidé de ne subventionner que les associations sigeo-castelloises :

- Ligue contre le cancer – Comité de Moselle
- FNATH – Association des accidentés de la vie
- La Pédiatrie Enchantée
- APEDA – Association Nationale des parents d'enfants déficients auditifs.

Puis elle propose au Conseil de se prononcer sur les demandes suivantes :

### **Amicale du Personnel communal**

Mme GAUGIN informe le Conseil qu'elle est en possession du bilan 2007 ainsi que du budget prévisionnel 2008 et que l'association souhaite que soit reconduite la subvention d'un montant de 3 500 € accordée l'an passé.

Elle précise que l'Amicale du Personnel organisera un loto au mois d'octobre ainsi qu'un repas dansant pour Halloween et participera à la Fête de la Musique du 21 juin prochain en tenant un stand de boissons et restauration (crêpes et sandwiches) sur la place de l'Esplanade pendant le concert.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

**accorde** une subvention de 3 500 € à l'Amicale du Personnel Communal.

Adopté à l'unanimité.

#### 14) JURY CRIMINEL 2009 – TIRAGE AU SORT

Annuellement il est établi, dans le ressort de chaque Cour d'Assises, une liste du jury criminel.

Cette liste comprend 1 juré pour 1300 habitant sans toutefois que le nombre de jurés puisse être inférieur à 200. Le nombre de jurés pour la liste annuelle est réparti proportionnellement au tableau officiel de la population. Cette répartition est faite par commune ou communes regroupées par arrêté du Préfet au mois d'avril de chaque année.

Pour la formation en 2008 de la liste du Jury Criminel pour l'année 2009 le nombre de jurés est fixé à 787. le nombre de jurés pour SCY-CHAZELLES après la répartition par commune ou communes regroupées proportionnellement à la population est de deux (arrêté préfectoral n°08 (DCLP/1/180 du 8 avril 2008)

Dans chaque Commune, le Maire en vue de dresser la liste annuelle, tire au sort publiquement à partir de la liste électorale un nombre de noms triple à celui fixé par l'arrêté préfectoral pour la circonscription. Pour la constitution de cette liste préparatoire, ne sont pas retenues les personnes qui n'auront pas atteint l'âge de 23 ans au cours de l'année civile qui suit.

La liste préparatoire doit être dressée en 2 exemplaires originaux dont l'un est déposé en Mairie et l'autre transmis avant le 15 juillet au secrétariat greffe de juridiction siège de la Cour d'Assises.

Il est procédé publiquement au tirage au sort de 6 noms à partir de la liste électorale en vue de la formation du Jury Criminel 2009.

Melle MOUGEL Barbara	7 chemin de la Moselle
M. BOUSSELET Jean François	91B Voie de la Liberté
Melle BLOUET Elodie	16 rue de la Cheneau
Melle GUICHARD Sandra	83/6 Voie de la Liberté
M. BRISSET Fabrice	20 rue de la Passerine
M. BRUMM Georges	9 rue de la Passerine

#### 15) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

##### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe le Conseil qu'il n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

- |               |                       |                         |
|---------------|-----------------------|-------------------------|
| • Appartement | section 3 n°176       | 38 Voie de la Liber té  |
| • Immeuble    | section 1 n°270       | 12 rue de Crimée        |
| • Appartement | section 9 n°354/93    | square Goupil           |
| • Terrain     | section 8 n°224       | Moyen Plait             |
| • Immeuble    | section 1, n°1 et n°2 | 21 rue du Saint Quentin |
| • Appartement | section 2, n°81       | 5rue de la Cheneau      |

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**prend acte** de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens ci-dessus énoncés.

Adopté à l'unanimité.

#### 16) DIVERS

##### **A. REGLEMENT DE FACTURES LEXIS NEXIS**

##### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que l'abonnement 2003 au CD ROM (Secrétaire de Mairie, formulaires des Maire et Code pratique des Collectivités Territoriales) n'a pas été réglé par la Commune car aucune facture n'avait été reçue jusqu'à présent.

La société de recouvrement INTRUM JUSTITIA qui œuvre pour le fournisseur a demandé à plusieurs reprises le règlement. De notre côté, après plusieurs réclamations, une copie de la facture nous est enfin parvenue.

Toutefois, la Perception demande une délibération pour pouvoir effectuer le versement, la facture datant de plus de 4 années.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à procéder au règlement de la facture n° E411700M d'un montant de 328 € et relève la prescription quadriennale.

Adopté à l'unanimité.

## **B) DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE POUR L'AMENAGEMENT DU PARC DE L'ARCHYRE – MINISTERE DE L'INTERIEUR**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Dans le cadre du projet d'aménagement du Parc de l'Archyre, la Commune a transmis un dossier à M. le Député GROSDIDIER afin de solliciter une subvention exceptionnelle au Ministère de l'Intérieur.

Toutefois, dans un récent courrier et afin d'instruire le dossier, M. GROSDIDIER demande de lui transmettre une délibération approuvant le plan de financement (transmis dans le dossier initial) et faisant apparaître les subventions obtenues ou sollicitées, à savoir :

	<b>Montant estimatif des travaux</b>	<b>246 900 € HT.</b>
	<b>Assistance maîtrise d'œuvre</b>	<b><u>8 500 € HT.</u></b>
		<b>255 400 € HT.</b>
	<b>Subventions demandées</b>	
SACR 2008		91 747 €
DGE		en cours
Agence de l'Eau		en cours
Subvention exceptionnelle (Sénat)		en cours

La part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la Commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**approuve** le plan de financement susvisé.

Adopté à l'unanimité.

SCY-CHAZELLES, le 2 juin 2008

La secrétaire de séance  
Suzanne FLORI

Le Maire  
Jacques STRAUB